

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente. (Page 07)

Télécoms

Huawei vend sa marque Honor à cause des sanctions US

Honor, une marque d'entrée de gamme, a été achetée par un consortium de 40 entreprises chinoises....

Québec

Vente des autos à moteur thermique interdite en 2035
Le Québec s'est donné pour objectif d'avoir en circulation 1,5 million de véhicules électriques sur ses routes en 2030.



Education/ Gratuité des frais d'inscription aux examens

(Pages 03)

L'Etat prend en charge 1,9 milliard FCFA



Projet de la loi de finances gestion 2021

(Page 02)

Le ministre des finances n'est plus ordonnateur des dépenses

Politique de proximité

L'OTR inaugure un bâtiment à Cinkassé

Dans le cadre de la matérialisation de sa politique de proximité, l'Office Togolais des Recettes (OTR), a procédé à l'inauguration d'un bâtiment... (Page 04)

Innovation

Concours tremplin startup UEMOA, Edition 2020

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) lance, en collaboration avec la Chambre Consulaire...

Journée de l'industrialisation de l'Afrique

Libérer le potentiel industriel à «valeur ajoutée»

La Journée de l'industrialisation de l'Afrique, célébrée le 20 novembre de chaque année, mobilise ... (Page 06)

Syndicat des conducteurs

El-Hadj Taffa, nouveau patron du SYNACIT

El-Hadj Taffa a été élu enfin de semaine dernière le nouveau secrétaire général du Syndicat national des conducteurs indépendants du Togo (SYNACIT). (Page 11)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

Devises	Euro	Dollars US	Yen japonais	Livre sterling	Fran suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham (Eau)
Achat	655,957	549,250	5,295	733,000	604,000	419,250	83,250	149,000
Vente	655,957	556,250	5,355	740,000	610,000	426,250	85,000	152,000

Projet de la loi de finances gestion 2021

Le ministre des finances n'est plus ordonnateur des dépenses

Les travaux en commission sur l'étude du projet de la loi de finances, gestion 2021 ont démarré, lundi 23 novembre 2020 au parlement à Lomé en présence de l'argentier nationale Sani Yaya. Ce dernier, dans son allocution, a révélé que, la fonction d'ordonnateur en matière de dépenses est désormais déconcentrée au niveau de chaque ministère et chaque structure, chaque institution de l'Etat.



● Joël YANCLO

Vous savez très bien bien qu'avant, c'était le ministre des finances qui était l'ordonnateur principal unique en dépenses et en recettes du budget de l'Etat. Aujourd'hui, il reste bien sûr l'ordonnateur principal unique en recettes, mais la fonction d'ordonnateur en matière de dépenses est désormais déconcentrée au niveau de chaque ministère et chaque structure, chaque institution de l'Etat. Voilà la nouveauté et nous allons donc mettre en œuvre cette réforme désormais à partir donc de 2021, pour se conformer à nos engagements », dixit Sani Yaya, ministres de l'Economie et des Finances du Togo à l'occasion de l'ouverture, lundi 23 novembre 2020, des travaux en commission sur le projet de loi de finances gestion 2021. Le projet de budget gestion 2021 a été élaboré dans un contexte que « vous connaissez de covid-19, une crise sanitaire sans précédent qui se-

coue et continue de secouer le monde entier. Notre sous-région n'est pas épargnée ; mais quand on regarde les statistiques, nous faisons bien mieux que beaucoup d'autres pays et d'autres régions en matière de lutte contre la pandémie » déclaré Sani Yaya. La stratégie du gouvernement togolais par rapport à ce contexte, est une stratégie dite des 3 R à savoir la Riposte, la Résilience et la Relance économique. A en croire l'argentier nationale, la Riposte d'abord contre la pandémie et là, « je pense qu'avec toutes les orientations et l'impulsion du Chef de l'Etat, dont le leadership est à saluer dans la gestion de cette crise, je pense que les résultats, vous les voyez, la crise sanitaire est quand même très bien maîtrisée dans notre pays. Ceci dit, pour maîtriser cette crise, le Gouvernement a dû mettre les moyens énormes pour parvenir aux résultats que vous connaissez. Ensuite, vous avez la phase de Résilience, la résilience qui

veut dire, il faut soutenir la demande, il faut soutenir les populations les plus vulnérables parce que la crise sanitaire a eu un impact socio-économique qui menaçait les acquis en matière de développement et de réduction de la pauvreté. Il fallait donc un volet résilience, d'où le soutien avec les transferts monétaires et d'autres initiatives à l'endroit des petites et moyennes entreprises, des TPME et la prise en charge aussi des factures d'électricité, d'eau, la réduction des branchements d'eau pour les populations les plus vulnérables ». Le budget qui ressort du projet de la loi de finances 2021 est projeté à 1.521,6 milliards en charges et ressources contre 1.638 milliards dans la loi de finances rectificative 2020, soit une baisse de 7,1%. En dépit des importantes contraintes liées à l'épidémie de coronavirus, le budget 2021 sera orienté vers les priorités sociales avec une hausse de 10,8% par rapport à l'année dernière avec 445,1 milliards.

AUX DECIDEURS ...

Le masque fait-il perdre la face ?

Le coronavirus a bousculé les habitudes. Aujourd'hui, la vie au quotidien se passe sous le regard des autres. Couvrir le corps, même en partie, le cacher c'est augmenter la menace, le risque de mésinterprétation des intentions de l'autre, la mésestimation, le risque de perdre la face. La première information que donne la bouche est de savoir qui parle.

Plus largement, toutes les relations sociales se sont modifiées, parce qu'une part des intentions de nos interlocuteurs, que chacun fait passer par des mimiques autour de la bouche ou des messages attendants, le maquillage, une barbe, ont disparu. Un mot sans rictus perd ainsi une large part de son sens. L'origine d'une parole devient difficile à identifier et la situation.

Lorsque l'on perd ainsi la face en public, E. Goffman a analysé combien l'assistance se lance dans ce qu'il appelle des échanges réparateurs : un trait d'humour pour dédramatiser, faire comme si de rien n'était et continuer la conversation, s'excuser. De ce point de vue également, le masque prive d'une arme de réparation majeure des interactions sociales : le sourire.

Le port du masque est devenu à ce point normal que pour beaucoup, il se présente désormais comme une ressource sociale. Si le port du masque altère certaines parties de nos relations, il ne faudra donc pas dramatiser, mais plutôt une fois de plus, souligner la capacité d'adaptation des Humains que nous sommes.

La disparition du bas du visage brouille nos repères, mais ne pas montrer sa bouche expose moins socialement. Ce fait réduit le danger social pour ceux, peu sûrs des manières de se tenir et de réagir en public (les timides, qui sont souvent ceux dont le statut social est incertain) peuvent désormais se taire sans risque.

Richard Sennett analysait, il y a longtemps déjà, la prédominance du regard sur la parole et l'ouïe dans les sociétés urbaines. Le masque amplifie encore le phénomène, jusqu'à ce qu'on pourrait appelé le paradoxe de l'autruche : certains se sentant tellement cachés par le bout de tissus, qu'ils s'octroient le droit de lancer des regards appuyés dans les lieux publics, sans vraiment s'en rendre compte, hommes comme femmes. On se regarde plus aujourd'hui et souvent, avec insistance.

Le regard au centre des interactions sociales devient objet d'attention, surtout pour les femmes, qui font des efforts, une fois encore de manière inégalitaire par rapport aux hommes. Des accessoires comme les lunettes, les caquettes deviennent également objets d'une attention accrue et dialoguent avec le masque. Le bout de tissu devient lui-même un enjeu de communication : le garder neutre ou en faire un objet de mode lorsque nous l'affublons de signes, de symboles. Objet signifiant au cœur de la relation à autrui, il devient ainsi objet identitaire, support de distinction. Ses usages sociaux se multiplient : symbole de générosité lorsqu'il est offert aux personnels soignants, il est aussi devenu rapidement objet de commerce.

Finalement, on ne vit pas si mal avec le masque, on en deviendrait même à l'aise : bailler en public, ne pas se raser, il tient chaud en hiver, il règle même des problèmes d'haleine.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / Gratuité des frais d'inscription aux examens scolaires et universitaires

L'Etat prend en charge 1,9 milliard FCFA

Les inscriptions aux examens scolaires sont désormais gratuites. Cette décision prise par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, soulage les parents d'élèves et d'étudiants. En effet, pour l'année 2020, le coût de cette mesure est estimé à près de 1,9 milliard de FCFA pour 539816 candidats aux examens concernés.

• Joël YANCLO

Ouf de soulagement de haute portée historique, pour les apprenants et leurs parents qui bénéficient encore une fois de l'attention particulière du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé. Sur décision du chef de l'Etat, les frais d'inscription aux différents examens scolaires et universitaires sont désormais gratuits. Ainsi, les candidats au CEPD, BEPC, BAC1, BAC2, BTS, CFA, BT, CQP, BEP, CAP et DTSA sont exempts des frais d'inscription pour comp-

ter de l'année académique 2020-2021. Pour l'année 2020, le coût de cette mesure est estimé à près de 1,9 milliard de FCFA pour 539816 candidats aux examens concernés, apprend-on auprès de la Direction de l'Information et de la Communication de la présidence. Cette décision vient en complément à plusieurs autres prises par le chef de l'Etat en vue d'assurer une éducation universelle et de qualité. Des initiatives telles que la construction des infrastructures, la formation des formateurs et le recrutement et l'amélioration

des conditions de travail du personnel se poursuivent. Le gouvernement a déjà engagé des actions pour la construction des Ecoles normales d'instituteurs (ENI), 25000 salles de classes, trois collèges universitaires régionaux d'enseignement supérieur, des structures d'apprentissage et de formation professionnelle ainsi que l'implantation des nouvelles cantines scolaires. Somme toute, l'éducation reste une priorité à la politique du Président de la République qui consent des sacrifices pour une formation intégrale et de qualité



au profit des apprenants et des acteurs du système de l'enseignement tout degré confondu. L'éducation est l'un des secteurs sociaux qui ont une place prépondérante dans le Plan National de Développement (PND) en cours de mise en œuvre au Togo. Ce secteur bénéficie depuis 2005 des interventions massives de l'Etat qui ont tôt fait de redorer son blason. Mais des défis

subsistent. Le PND prévoit une transformation structurelle du système éducatif à l'horizon 2022. L'objectif est de réduire les 6% de génération d'enfants scolarisables n'ayant toujours pas accès à l'école et les 23% de ceux qui abandonnent avant la fin du cycle primaire. Cela passe par l'augmentation de l'offre éducative tout en assurant sa qualité, l'inversion de la

tendance de prédominance de l'enseignement général au profit de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, le renforcement de la fourniture de services sociaux aux élèves et étudiants, le renforcement du financement des universités, des centres de formation technique et professionnelle et de la recherche universitaire et scientifique.

Régulation des Communications Électroniques

ARCEP Togo présente son logo

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) s'est dotée de son logo qu'il a présenté au cours d'une cérémonie de remise de prix aux lauréats ce vendredi 20 novembre 2020 à Lomé.

• Bernard AFAWOUBO

A l'issue d'une compétition ayant suscité un grand intérêt auprès des Togolais d'ici et d'ailleurs (678 candidatures enregistrées), l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) vient de se doter de son logo. En effet, ce logo a été présenté ce vendredi 20 novembre 2020 au cours d'une cérémonie de remise de prix aux lauréats, à laquelle ont pris part Michel Galley, directeur général de l'autorité régulatrice, le Président du Comité Directeur de l'ARCEP



d'autres membres, ainsi que des cadres du ministère de l'Economie numérique et de la Transformation digitale. Le logo, soumis par Jean Cleber Amela, jeune étudiant à

l'Institut des Sciences de l'Information, de la Communication et des Arts (ISICA) et qui décroche le 1er prix doté de 3 millions FCFA, « véhicule un message dans lequel l'ARCEP

se reconnaît volontiers car il reflète les missions de l'institution dans leurs composantes de régulation et de contrôle », a déclaré Michel Galley, directeur général de l'ARCEP. Avec comme vocation de rendre l'identité visuelle de l'ARCEP conforme à sa dénomination, le logo est un cercle décomposé en deux demi-cercles avec un point au centre, qui s'apparente à un œil pour représenter l'instance régulatrice qui veille à ce que les acteurs exercent leurs activités en se conformant au cadre juridique et réglementaire (lois et cahiers de charges).

Et, si la partie supérieure du cercle représente l'autorité qui veille à l'instauration d'une relation saine, équitable et durable entre les différents acteurs du secteur, celle inférieure représente les acteurs du secteur des communications électroniques et des postes à savoir les opérateurs, les utilisateurs (entreprises et particuliers), notamment avec un ensemble de courbes fines qui entretiennent, entre elles des liens étroits. Un message de grande portée véhiculé par le logo, c'est la complémentarité entre les demi-cercle épais et les

demi-cercles fins dans la partie inférieure qui ne se séparent jamais, a indiqué Hervé Pana, Conseiller en Communication au ministère susmentionné. « Cette complémentarité véhicule un message qui va au-delà du secteur des communications électroniques et des postes. L'unicité est gage d'un développement harmonieux, malgré les différences », a-t-il ajouté. Notons qu'Adjata Kwassi Aggrey Jérôme et Honore Kossi Eklou qui empochent respectivement 1,5 million et 500 000 Francs CFA, complètent la liste des lauréats du concours.

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Politique de proximité

L'OTR inaugure un bâtiment à Cinkassé

Dans le cadre de la matérialisation de sa politique de proximité, l'Office Togolaise des Recettes (OTR), a procédé à l'inauguration d'un bâtiment du Contrôle Préfectoral des Impôts de Cinkassé, à la frontière Nord du Togo ce mercredi 18 Novembre 2020.

• Bernard AFAWOUBO

Soutenu par le gouvernement togolais, l'Office Togolaise des Recettes (OTR) poursuit sa politique de proximité en inaugurant un bâtiment du Contrôle Préfectoral des Impôts de Cinkassé à la frontière Nord du Togo ce mercredi 18 Novembre 2020. Cette cérémonie d'inauguration a été présidée par le Commissaire général de l'Office Togolaise des Recettes (OTR), Philippe Kokou Tchodié. Aussi, cette



cérémonie a été couplée des journées portes ouvertes qui

a permis aux populations de l'extrême nord de découvrir les services de l'Office Togolaise des Recettes et d'accéder aux renseignements relatifs aux procédures douanières et fiscales. Il a été une occasion pour l'Office de vulgariser les nouvelles procédures d'immatriculation foncière. D'un coût global de 171 millions de FCFA, cet édifice moderne et futuriste est construit sur une superficie de 2.240 M2 dont 480m2 d'espaces et de bureaux et un vaste parking.



Primature

Une délégation du patronat chez Victoire Tomégah-Dogbé

Le Premier ministre, cheffe du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé, a eu une séance d'échanges, vendredi 20 novembre 2020, avec une délégation du patronat togolais conduite par son président, Laurent Tamegnon.

• Nicole ESSO

La situation économique au Togo était au menu des échanges entre Mme le Premier Ministre et une délégation du patronat. Poursuivant ses rencontres avec les forces vives nationales, le Premier Ministre, Cheffe du Gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé a reçu ce vendredi 20 novembre 2020 à la Primature, une délégation du patronat conduite par son président Laurent Tamegnon. L'économie togolaise comme la plupart des autres pays a été touchée par la pandémie liée au nouveau coronavirus. La délégation a exposé les diffé-



rentes initiatives prises pour soutenir les secteurs les plus touchés par la pandémie. << Nous avons échangé sur la situation économique de notre pays en ce moment. Quel est l'état des lieux, par rapport

aux entreprises membres du patronat et qu'est-ce que le patronat a pu faire en ces moments difficiles de Covid-19 pour soutenir ces entreprises. Nous avons élaboré deux documents pour aider les entreprises. Et ce sont les PME/PMI qui souffrent véritablement. Le défi pour nous, c'est d'aider ces PME/PMI et surtout de relever le secteur touristique très touché par la pandémie>>, Indiqué Laurent Tamegnon, président du Conseil national du patronat. La délégation a été édifiée sur la nouvelle feuille de route du gouvernement et la contribution attendue du secteur privé.



Innovation

Concours tremplin startup UEMOA, Edition 2020

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) lance, en collaboration avec la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA (CCR-UEMOA) et les Chambres Consulaires nationales (CCn) des Etats membres de l'UEMOA, le Concours TREMPLIN STARTUP UEMOA.

• Joël YANCOLO

Soutenir les efforts de promotion d'un entrepreneuriat moderne et innovant et d'accélérer le développement des startups de l'espace communautaire de l'UEMOA. Dans cette optique, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) lance, en collaboration avec la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA (CCR-UEMOA) et les Chambres Consulaires nationales (CCn) des Etats membres de l'UEMOA,



le Concours TREMPLIN STARTUP UEMOA. D'une dimension nationale et ré-

gionale, ce Concours se tient simultanément dans les huit États membres de l'UEMOA

à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Plus spécifiquement, le Concours vise à identifier, récompenser et accompagner les meilleures startups qui se démarqueront par la pertinence de leur activité et de leur impact sur l'économie verte, ainsi qu'à stimuler les structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat. Le présent appel à Candidatures est ouvert sur la période du 20 au 30 novembre 2020 à minuit (00 h 00 mi-

nute) Temps Universel. Pour cette première édition, le Concours est ouvert à toute startup formellement créée dans l'un des États membres de l'UEMOA. Pour prendre part à ce Concours, la Startup doit être créée après le 30 juin 2017 ; exercer ses activités économiques dans un ou plusieurs États membre de l'UEMOA ; le promoteur principal doit être né après le 30 juin 1975 et est citoyen ou résident d'un État membre de l'UEMOA. La Startup doit contribuer à l'économie verte et prendre

attache avec une structure d'accompagnement à l'entrepreneuriat pour le dépôt de son dossier de candidature. En ce qui concerne les récompenses, les cinq meilleures startups de l'espace UEMOA recevront, des prix d'Excellence allant de quatorze à dix millions F CFA. Pour les trois meilleures startups de chaque État, un prix d'encouragement d'un montant de cinq millions F CFA sera octroyé à chacune d'elles soit vingt-quatre prix d'encouragement pour l'ensemble des huit États.

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION



COMMISSION DE LA CEDEAO

PROGRAMME D'APPUI A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION DE LA CEDEAO (PROGRAMME PARI)

CONDITIONS D'APPLICATION 2020
OBJECTIFS

FINANCER LES PROJETS DE RECHERCHE PAR APPEL A CANDIDATURE ET EQUIPER LES LABORATOIRES D'EXCELLENCE DE LA REGION

1- PRESENTATION

Le Programme d'Appui à la Recherche et à l'innovation de la CEDEAO (PARI) est un programme concurrentiel qui vise à sélectionner les meilleurs projets soumis par les chercheurs par appels à candidatures. Il figure dans le plan d'action de la politique de la CEDEAO sur la Science, la Technologie et l'innovation (ECOPOST) (Axe stratégique 2: activités 2.1.4 ; Axe stratégique 3 : activités 3.1.13 ; 3.2.1 à 3.2.3 ; Axe stratégique 7 : activités 7.1.2 ; 7.1.8 ; Axe stratégique 8 : activités 8.1.1 ; 8.1.2 ; 8.1.5) et est en étroite ligne avec le Cadre Stratégique Communautaire (CSC) 2016-2020 de la CEDEAO, la Stratégie de l'Union Africaine sur la Science, la Technologie et l'Innovation (STISA), l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les Objectifs du Développement Durable (ODD-30). Ce programme est mis en œuvre pour apporter une réponse aux nombreux défis du secteur de la recherche (obsolescence et dégradation des équipements et infrastructures, faible production des chercheurs, développement des programmes de recherche régionaux, faible vulgarisation des résultats de recherche, etc.).

2- OBJECTIFS

Le PARI poursuit les objectifs spécifiques suivants :

- i- Financer la recherche sur une base compétitive d'appel à candidatures des projets de recherche contribuant à la lutte contre la pauvreté et ayant un impact sur le développement de la région ;
- ii- Favoriser la mobilité des chercheurs à travers le développement des projets régionaux ;
- iii- Apporter des appuis aux laboratoires de recherche en vue de renforcer leurs capacités (Equipements et connectivité) et accès à l'information scientifique ;
- iv- Former des jeunes chercheurs pour assurer la relève scientifique des instituts de recherche de la région.

3- BENEFICIAIRES

Le programme PARI alloue des Subventions à deux types de Bénéficiaires :

- Directs : les Consortiums de chercheurs ;
- Indirects : Les Organismes de recherche ou Laboratoires

4- ELIGIBILITE DES PROJETS DE RECHERCHE

4-1. Conditions de participation

Les Consortiums de recherche doivent respecter les conditions suivantes :

- Respecter les délais de soumission ;
- Avoir leurs Laboratoires ou Organismes de recherche situés dans un pays membre de la CEDEAO ;
- Exercer dans le domaine de la recherche des Sciences, des Technologies et des Innovations ;
- Compétir dans un des champs de discipline défini par le programme ;
- Proposer un projet de recherche intégrateur et communautaire au sens de la CEDEAO ;
- Remplir le formulaire d'Application ;
- Présenter un projet de 10 pages maximum. Le projet doit :
 - Avoir un impact sur le développement de la région ;
 - Contribuer au développement de la Science, de la technologie et favorisant des Innovations par ses résultats ;
 - Intégrer les jeunes chercheurs (doctorant, Chercheurs juniors) avec la prise en compte de la question du genre ;
 - Contribuer à la recherche de solutions durables ;
 - Contribuer à l'acquisition durable d'équipements pour la recherche.

Une lettre d'intention est exigée à chaque chercheur qui accepte de prendre part au Consortium.

4-2. Domaines de Recherche/ Activités de

Recherche

Le PARI subventionne les projets de recherche fondamentale, de recherche industrielle et de développement expérimental, les études de faisabilité technique préalables aux activités de recherche industrielle et de développement expérimental. Chaque année, le PARI subventionne deux (02) projets de recherche dans les disciplines choisies dans les deux (02) domaines suivants :

(a) Sciences de la vie et de la terre : Les Sciences de la Terre englobent toutes les sciences liées à la planète Terre couvrant (mais sans s'y limiter) les disciplines suivantes : la géologie, la géophysique, la géodésie, la paléontologie, etc. Les Sciences de la Vie englobent toutes les sciences portant sur les «organismes» tels que les plantes, les animaux et l'être humain. Cela peut être l'agro technologie, la zootechnie, la phytologie, la biotechnologie, la biologie, la science de l'environnement, la science de l'alimentation, la médecine et le génie tissulaire, etc.

(b) Sciences fondamentales, technologie et innovation : La Science fondamentale, la technologie et l'innovation englobent toutes les autres sciences, technologies et innovations en dehors des sciences couvertes par les Sciences de la Vie et de la Terre. Cela peut comprendre la physique, la chimie, les mathématiques, l'ingénierie (mécanique, électrique, électronique et civile, etc.) l'intelligence artificielle, la science des matériaux, les technologies de fabrication et de production, la Métallurgie, l'Ingénierie textile, l'Energie et les Innovations, etc.

4-3. Projet de Recherche intégrateur et communautaire
Dans le cadre du Programme PARI, les projets de recherche doivent être intégrateurs et communautaires.

- Les projets soumis par les consortiums de chercheurs sont intégrateurs lorsqu'ils sont élaborés en partenariat avec les chercheurs d'un pays tiers parlant une autre langue officielle de la CEDEAO (Anglais, Français, Portugais). Le projet favorise l'intégration régionale.

- Les Projets soumis par les consortiums sont communautaires au sens de la CEDEAO lorsque les Chercheurs participants au Consortium proviennent obligatoirement des trois (03) zones linguistiques (Anglophone, Francophone et Lusophone) de la CEDEAO.

5- PROJETS DE RECHERCHE NON ELIGIBLES

Un Projet avec un « Double financement » : Un même Projet (dans sa globalité ou en partie) ne peut donner lieu à l'octroi que d'une seule subvention à la charge du programme PARI en faveur d'un même Bénéficiaire. Le caractère semblable est établi lorsque deux Projets (dans leur globalité ou en partie) décrivent des objectifs principaux identiques, ou résultent d'une simple adaptation, ET impliquent des équipes majoritairement identiques.

6- DEPENSES INELIGIBLES DANS LES PROPOSITIONS

Les dépenses du personnel (salaires, primes et indemnités, etc.), charges sociales afférentes (y compris les cotisations d'assurance chômage ou allocations pour perte d'emploi à l'échéance des contrats concernés) et taxes sur les salaires, indemnités de stage ne sont éligibles dans le cadre de la subvention du PARI.

7- MONTANT DE LA SUBVENTION DU PARI

(a) Le programme PARI alloue une subvention chaque année dont le montant est fixé à partir du budget de la Commission et dans le respect des dispositions du Code de Subvention de la CEDEAO.

(b) Pour la session 2020, le programme PARI alloue une subvention d'un montant de deux cent mille dollars (200 000 dollars) par domaine de recherche.

8- DISCIPLINES POUR LA SESSION 2020

Le Programme PARI entend mettre un accent sur toutes pandémies ou épidémies en cours ou qui

pourraient survenir dans la région dans l'avenir. A ce titre la recherche à partir de la pharmacopée et les Innovations au plan des services, des procédés, des produits et des technologiques devraient contribuer à apporter des solutions durables aux populations de la région.

Pour la session 2020, les disciplines sont : la Pharmacopée (Sciences de la vie et de la terre) et la Chimie (Sciences fondamentales, Technologie et Innovation).

Subvention Domaine de recherche: Sciences de la vie et de la terre Sciences fondamentales, Technologie Innovation
Valeur 200,000 US \$ 200,000 US \$
Disciplines Session 2020
PHARMACOPEE
CHIMIE

9-DUREE DU PROJET DE RECHERCHE

La durée de la proposition de recherche est de trois (3) ans.

10- JURY INTERNATIONAL (COMITE SCIENTIFIQUE DE SELECTION DES PROJETS)

(a) L'éligibilité et l'évaluation des projets sont faites par un jury international conformément aux standards de sélection compétitive des projets, à l'excellence scientifique, à la qualité de construction du projet et à l'impact potentiel du projet décrit au sein d'une proposition détaillée. La sélection des lauréats dans les 2 domaines sera basée exclusivement sur la qualité technique et scientifique du projet conformément aux termes de références du PARI.

(b) Les personnes siégeant dans le Comité Scientifique de Sélection des projets (Membres du Jury International) sont désignées intuitu personæ au plan international par la Commission de la CEDEAO en raison de leurs compétences scientifiques ou techniques de notoriété, d'indépendance, de probité et pour leur vision globale et prospective reconnue dans leur domaine de compétence ou de telle sorte que les décisions prises le soient en prenant en compte une pluralité d'avis différents.

(c) Les résultats définitifs seront communiqués à l'ensemble des consortiums ayant soumis dans le respect des dispositions du Règlement du PARI et du Code de Subvention de la CEDEAO.

11- CONDITIONS D'EXECUTION DES PROJETS DE RECHERCHE

11-1. Signature d'une Convention de Subvention
• Une Convention de subvention du Programme PARI est signée entre la Commission de la CEDEAO et les Consortiums Lauréats du Programme PARI.

- Les Consortiums lauréats s'engagent à réaliser le Projet de recherche avec la participation de l'ensemble de ses Partenaires désignés dans les conditions particulières de la Convention telles que signée avec la CEDEAO sous la direction d'un Responsable scientifique qui est le coordinateur du Consortium.
- Le Coordonnateur du Consortium est un Scientifique (Minimum Maître-Assistant ou Chargé de Recherche) ayant dix (10) d'expérience avérée dans la conduite des programmes de recherche. Il est celui qui signe la convention avec la Commission de la CEDEAO. Il est tenu d'informer l'ensemble de ses partenaires de l'existence de la Convention dès signature par les parties.

- L'élaboration d'un accord de consortium n'est pas nécessaire s'il existe déjà un dispositif intégré faisant l'objet d'un contrat ou d'un contrat-cadre liant les Bénéficiaires.

11-2. Accords de Consortium

- Un Accord de consortium est signé par l'ensemble des Partenaires du Projet dès signature de la Convention avec la Commission de la CEDEAO. Cet Accord prévoit les modalités de la coopération et en particulier la répartition des droits de propriété intellectuelle entre Partenaires.

- L'élaboration d'un accord de consortium n'est pas nécessaire s'il existe déjà un dispositif intégré faisant l'objet d'un contrat ou d'un contrat-cadre liant les Bénéficiaires.

11-3. Conditions de déboursement de la Subvention

Les conditions de déboursement de la subvention

seront appliquées dans le respect des dispositions du Règlement du PARI et du Code de Subvention de la CEDEAO.

Le taux de déboursement de la subvention aux Lauréats est de :

- 50 % la première année.
- 50 % la seconde année après audit de la première partie du décaissement.

12- SECRETARIAT DU PROGRAMME PARI

Le Programme PARI est géré par un Secrétariat situé au sein de la Commission de la CEDEAO. C'est ce Secrétariat qui lance le programme PARI chaque année et met en place le Jury International pour la délibération.

13- CEREMONIE DE REMISE DES SUBVENTIONS AUX CONSORTIUMS LAUREATS

La Commission de la CEDEAO remet les prix aux Coordonnateurs des deux (02) Consortiums lauréats dans leurs pays respectifs. La remise du Prix est faite par le Commissaire en charge de l'Education, la Science et la Culture de la CEDEAO en présence du Ministre en charge de la Science et de la Technologie. Le prix est constitué d'un Chèque symbolique sur lequel est mentionné le montant de la Subvention et d'une plaque de reconnaissance.

14- LES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO ETATS MEMBRES

Bénin
Burkina Faso
Cap Vert
Côte d'Ivoire
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée Bissau
Libéria
Mali
Niger
Nigeria
Sénégal
Sierra Leone
Togo

15- DATE LIMITE DE DEPOT DES PROJETS

Les projets devront être soumis dans une enveloppe scellée (un original signé et 3 copies + Copie électronique du dossier dans une clé USB) et portant clairement la mention « Sélection des meilleurs projets dans le cadre du Programme d'Appui à la Recherche et à l'Innovation de la CEDEAO (PROGRAMME PARI) ». Les enveloppes DOIVENT aussi indiquer le nom du soumissionnaire ainsi que la discipline choisie (Pharmacopée OU Chimie).

Les Manifestations d'Intérêt doivent être soumises à l'adresse ci-dessous, au plus tard le Jeudi 10 Décembre 2020 à 11 heures (GMT+1), heure du Nigeria.

NB : les projets devront être soumis sous le format du formulaire d'Application PARI Session 2020.

16- ADRESSE

La Boîte de réception des appels d'offres de la CEDEAO est placée au niveau de la Division Passation des Marchés, Direction de l'Administration Générale, 1er étage de la Commission de la CEDEAO, sise au 101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, P.M.B. 401 Abuja Nigeria.

17- PLUS D'INFORMATION CONTACT :

Les Consortiums intéressés peuvent obtenir de plus amples informations à l'adresse indiquée ci-dessous, durant les jours et heures ouvrables : du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures (GMT +1) :

Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration Générale, Division des Passations de marchés, N° 101, Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, P. M. B. 401 Abuja, Nigeria ; ou par e-mail en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@ecowas.int, avec copie à sbangoura@ecowas.int ; ikkamara@ecowas.int et rkouakou@ecowas.int;

Le présent appel à manifestation d'intérêt peut être consulté sur le site web suivant : <http://www.ecowas.int/doing-business-in-ecowas/ecowas-procurement/>
Commissaire chargé de l'Administration Générale et des Conférences

Journée de l'industrialisation de l'Afrique

Libérer le potentiel industriel à «valeur ajoutée»

La Journée de l'industrialisation de l'Afrique, célébrée le 20 novembre de chaque année, mobilise l'engagement de la communauté internationale en faveur de l'industrialisation du continent et donne l'occasion de réfléchir à l'impact de la Banque dans ce secteur, l'une de ses cinq priorités.



● Vivien ATAKPABEM

De l'huile au cacao, du coton à la vanille, l'Afrique est riche en ressources naturelles mais sa forte dépendance aux exportations de matières premières signifie qu'elle n'a pas encore pleinement profité de la valeur ajoutée que la transformation des matières premières et la fabrication peuvent apporter. La Banque africaine de développement (BAD) s'emploie à changer cette situation en promouvant des politiques industrielles efficaces, en attirant des financements pour les infrastructures et l'industrie et en soutenant la croissance des marchés financiers pour créer des emplois de qualité qui réduisent la pauvreté. La dernière décennie a vu des progrès, la croissance de l'industrie manufacturière en Afrique dépassant le taux de croissance mondial. En 2019, le PIB industriel de l'Afrique a augmenté de 17% pour atteindre 731 milliards de dollars (en dollars de 2010), la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière augmentant de 39%, selon la Revue annuelle de l'efficacité du développement 2020 de la Banque (ADER). Mais l'industrialisation de l'Afrique est géographiquement limitée, les deux tiers environ de la fabrication à valeur ajoutée ayant lieu dans cinq pays seulement: l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Cette année, les progrès ont été inversés par la pandémie COVID-19, qui a bouleversé la croissance économique, perturbé les flux commerciaux et financiers et provoqué la perte de millions d'emplois. L'impact économique et social de la pandémie a insufflé

plus d'urgence dans la campagne d'industrialisation de l'Afrique, tout comme la zone de libre-échange continentale africaine est sur le point de transformer le continent en un marché unique de 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050. Alors que la Banque africaine de développement se joint à la communauté internationale pour marquer la Journée de l'industrialisation, certaines histoires de femmes et d'hommes qui tourment la table sur le front de l'industrialisation de l'Afrique méritent toute notre attention.

Transformation, fabrication et technologie

Juste à l'extérieur du Caire, l'Egyptian Refining Company (ERC), une nouvelle raffinerie de pétrole, est l'une des plus grandes unités industrielles de ce type en Afrique. Avec près de 222 millions de dollars de financement de la Banque, la raffinerie convertit le carburant de la plus faible valeur en 4,7 millions de tonnes de produits raffinés et de dérivés pétroliers de haute qualité par an, répondant aux besoins de consommation intérieure, réduisant les émissions des carburants sales et réduisant la balance des paiements de l'Égypte. Déficit. L'énorme projet a créé plus de 15 000 emplois au plus fort de la construction et 1 000 emplois locaux permanents. «Dès le premier jour, ils ont pu voir que ce projet, qui dure depuis 12 ans, allait avoir un effet transformateur sur l'économie égyptienne», a déclaré Ahmed Heikal, président et fondateur de la société mère d'ERC, Qalaa Holdings. En 2019, 1 million de personnes à travers l'Afrique ont bénéficié des projets industriels de la Banque. Le chiffre d'affaires

des investissements de la Banque dans les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) a presque triplé, atteignant 1 milliard de dollars et dépassant largement les objectifs. Certaines des meilleures opportunités pour l'industrialisation de l'Afrique résident dans l'agriculture. L'appui de la Banque aux zones de transformation agro-industrielle spéciales (SAPZ) est crucial pour ce secteur, qui renforce la capacité des pays africains à attirer les investissements du secteur privé en réunissant politique, investissement et infrastructure, généralement dans une zone rurale à fort rendement agricole. Prenez l'Afrique du Sud, où la Banque soutient le développement de 22 SAPZ. L'un d'eux, Bokomoso Ba Rona SAPZ, vise à réhabiliter une zone et à développer une économie post-minièrre sur un site de 30 000 hectares appartenant à la société minière Sibanye-Stillwater. «Nous visons à attirer les investissements du secteur privé, ce qui stimulera l'agro-industrie et bâtira une chaîne de valeur solide», a déclaré Noxolo Mtembu, chef de projet à la Gauteng Infrastructure Financing Agency, qui est responsable du développement de la SAPZ. La connectivité émergente de l'Afrique et une main-d'œuvre de plus en plus familiarisée avec le monde numérique et les nouvelles technologies permettront au continent de profiter de la quatrième révolution industrielle pour améliorer la productivité, créer des emplois et étendre le bien-être social. De nouvelles industries ont transformé le tissu des économies locales, par exemple à Nabeul, dans le nord-est de la Tunisie, autrefois plus célèbre comme centre artisanal et touristique.

Burkina Faso

La filière anacarde bénéficiera d'un projet de 550 millions FCFA

Au Burkina Faso, le secteur de la noix de cajou profitera d'un nouveau projet pour accroître sa contribution à l'économie. L'initiative d'une durée de 2 ans permettra notamment de renforcer les segments de la transformation et de la commercialisation du produit.



Au Burkina Faso, un nouveau programme sera lancé pour soutenir les compagnies actives dans la filière noix de cajou. Ce projet baptisé «Initiative de renforcement de capacités productives des entreprises de la filière anacarde (IRCP-Anacarde)» s'étendra sur deux ans pour un coût global de 550 millions Fcfa. Le protocole d'accord pour sa mise en œuvre a été signé le 13 novembre dernier entre le Conseil burkinabè de l'anacarde

(CBA) et l'Agence de financement et de promotion des petites et moyennes entreprises (AFP-PME). Il sera mis en œuvre en trois volets, avec un appui financier à hauteur de 200 millions Fcfa pour faciliter l'acquisition d'équipements de base par les petites entreprises de transformation. Le second axe portera sur le renforcement de capacités avec un montant de 300 millions Fcfa pour le financement des activités des compagnies notam-

ment dans la commercialisation. La dernière composante s'accroîtra sur la formation. Les principales zones d'intervention sont les régions des Cascades, des Hauts-Bassins, le Centre-Ouest et le Sud-Ouest. Pour rappel, la noix de cajou forme avec le coton, le sésame et le karité, le quart des principaux produits agricoles exportés par le Burkina Faso. En 2019, le pays a produit 95 000 tonnes de la matière première.

Avec Agence Ecofin

Echanges commerciaux avec l'Afrique

Les USA annoncent un programme de 500 millions \$ pour le secteur privé

Dans le cadre de l'initiative « Prosper Africa », l'USAID va lancer début 2021, un nouveau programme de partenariat commercial et d'investissements entre l'Afrique et les Etats-Unis. D'une valeur de 500 millions \$, il va créer des milliers d'emplois d'ici 2026.

L'administrateur adjoint par intérim de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), John Barsa, a annoncé le mardi 17 novembre 2020, le lancement d'un nouveau programme d'échanges commerciaux et d'investissements à l'échelle de l'Afrique, dans le cadre de l'initiative « Prosper Africa ». D'une valeur pouvant atteindre 500 millions \$ sur cinq ans, en fonction de la disponibilité des fonds, « ce programme phare proposera des services de soutien nouveaux et élargis afin d'accroître considérablement les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux entre l'Afrique et les Etats-Unis », indique l'USAID. Le programme fournira des services coordonnés en phase avec les besoins du secteur privé « grâce à une approche à l'échelle du continent, avec des bureaux satellites qui soutiendront l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne ». Il complétera par ailleurs, les autres outils dont dispose le gouver-



nement américain pour le commerce et l'investissement à l'aide de services personnalisés, allant du conseil aux entreprises et la facilitation des transactions aux interventions de politiques ciblées. « Pour chaque dollar de fonds publics, Prosper Africa devrait lever plus de 9 dollars en investissement privé ; ce qui fournira des milliards de dollars en exportations et investissements et créera des centaines de milliers d'emplois africains et américains d'ici 2026 », indique l'Agence américaine. Le lancement de ce nouveau programme interviendra au début de l'année 2021. Il devrait faire progresser les objectifs de « Prosper Africa », en augmentant le commerce, en stimulant les investissements et en

soutenant des conditions favorables aux entreprises. Pour John Barsa, « il ne s'agit pas simplement d'un nouveau programme. C'est aussi une nouvelle façon de mener les activités qui augmentera de façon spectaculaire les investissements des USA pour la croissance de l'Afrique en tirant parti des ressources et de l'innovation du secteur privé ». L'initiative « Prosper Africa » lancée par l'administration Trump en vue de remplacer l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) vise à accroître de manière significative les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux entre l'Afrique et les Etats-Unis. Elle mobilise tous les services de soutien du gouvernement américain pour le commerce et l'investissement parmi l'ensemble des 17 départements et agences fédérales impliqués, afin d'aider les entreprises et les investisseurs américains et africains à identifier des partenaires, faire progresser les possibilités et conclure des affaires.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10 116,26

Variation Jour ↓ -0,01 %

Variation annuelle ↓ -22,03 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

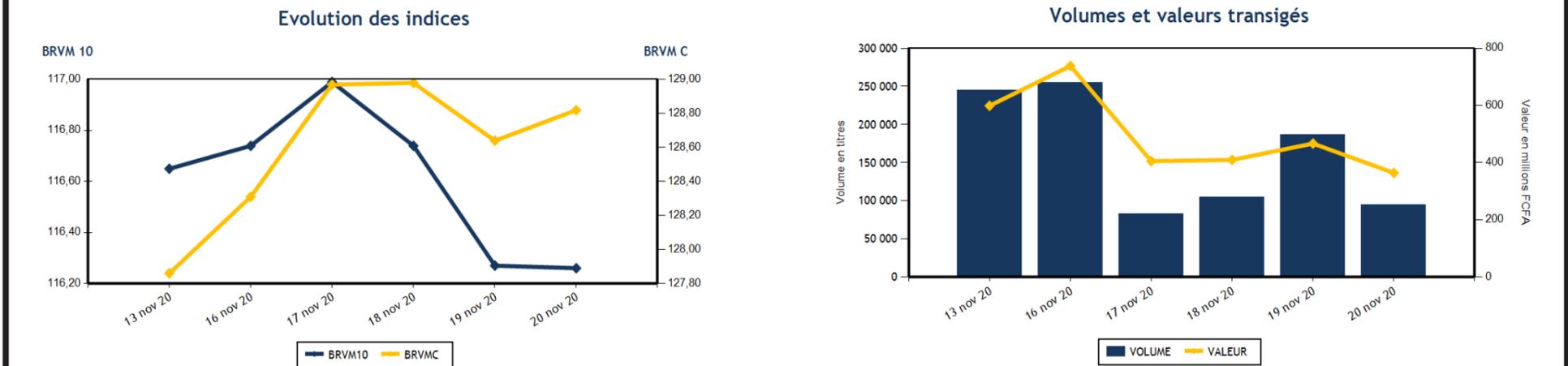
N° 224 vendredi 20 novembre 2020

Site : www.brvm.org

BRVM Composite 128,82

Variation Jour ↑ 0,14 %

Variation annuelle ↓ -19,10 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 870 546 023 166	0,14 %
Volume échangé (Actions & Droits)	91 883	-50,52 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	336 588 815	-26,97 %
Nombre de titres transigés	34	-15,00 %
Nombre de titres en hausse	14	16,67 %
Nombre de titres en baisse	9	-18,18 %
Nombre de titres inchangés	11	-35,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 749 822 711 151	1,98 %
Volume échangé	2 747	388,79 %
Valeur transigée (FCFA)	27 159 600	388,15 %
Nombre de titres transigés	8	300,00 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	4	300,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	1 220	6,55 %	-28,24 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	475	5,56 %	-21,49 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	195	5,41 %	5,41 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 150	5,02 %	-33,33 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 300	4,88 %	-33,54 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 515	-7,50 %	-15,30 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 400	-6,35 %	-18,84 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 320	-5,38 %	-14,56 %
TOTAL SN (TTLS)	1 500	-2,91 %	-11,76 %
SITAB CI (STBC)	440	-2,22 %	-27,27 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	34,09	-0,20 %	-9,48 %	12 366	13 411 385	64,29
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	355,47	0,42 %	-28,24 %	17 498	174 849 020	8,03
BRVM - FINANCES	15	53,77	-0,24 %	-11,84 %	35 182	124 406 320	5,72
BRVM - TRANSPORT	2	313,06	0,38 %	-14,64 %	1 010	1 285 470	5,50
BRVM - AGRICULTURE	5	76,48	0,42 %	-10,95 %	5	2 375	7,10
BRVM - DISTRIBUTION	7	205,70	1,35 %	-18,78 %	21 527	21 453 120	12,73
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	339,32	0,00 %	12,25 %	4 295	1 181 125	4,27
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,42	
Taux de rendement moyen du marché	9,60	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,58	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	79	
Volume moyen annuel par séance	237 139,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	688 421 405,83	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,51	
Ratio moyen de satisfaction	37,70	
Ratio moyen de tendance	1 502,57	
Ratio moyen de couverture	6,66	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-1,00	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



SENEGAL
Chambre de Commerce et d'Industrie du Sénégal
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 3465 Cotonou
Tél : (229) 21 31 21 20
Fax : (229) 21 31 20 77



TOGO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 5022 Cotonou
Tél : (229) 25 30 87 73
Fax : (229) 25 30 87 19



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
01 BP 3002 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77



GHANA
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire,
Avenue Pansau Nana
CP 88 Sissala
Tél : (245) 320 16 02 Fax : (245) 320 16 02



MALI
Immeuble SONAFIL, ACI 2000 Hamdallaye
B.P. E 1368 - Bamako
Tél : (225) 44 80 16 10
Fax : (225) 44 80 18 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
de Niamey, Place de la concorde
BP 12 209 Niamey
Tél : (227) 20 73 86 82
Fax : (227) 20 73 89 47



SENEGAL
7, rue Assani Marmoz
BP 6056, Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06



TOGO
4601, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadema,
Immeuble SGI Togo
BP : 3062 Lomé
Tél : (228) 22 61 23 16
Fax : (228) 22 08 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Télécoms

Huawei vend sa marque Honor à cause des sanctions US

Honor, une marque d'entrée de gamme, a été achetée par un consortium de 40 entreprises chinoises. Huawei ne parvenait pas à suffisamment s'approvisionner en composants électroniques en raison des sanctions infligées par les États-Unis.



Le géant chinois des télécommunications Huawei a annoncé mardi avoir vendu ses téléphones Honor, pour les sauver face aux «terribles» tensions que provoquent les sanctions américaines sur sa chaîne d'approvisionnement. Le montant de la transaction n'a pas été indiqué. Honor, une marque d'entrée de gamme, a été achetée par un consortium de 40 entreprises chinoises comprenant des distributeurs, des agents et d'autres sociétés dont la survie dépend de celle de la marque, ont indiqué Huawei et ce consortium dans des communiqués séparés. Huawei, un des trois principaux fabricants de smartphones au monde, a affirmé que sa production d'appareils grand public «est soumise à de terribles pressions», le groupe ne parvenant pas à suffisamment s'approvisionner en composants électroniques en raison des sanctions infligées par les États-Unis. «La vente aidera les vendeurs et les fournisseurs de Honor à surmonter cette période difficile», a estimé dans un communiqué le groupe basé à Shenzhen,

dans le sud de la Chine.

Accusations d'espionnage

Honor, marque destinée principalement aux jeunes et aux petits budgets, vend, selon Huawei, quelque 70 millions de téléphones par an. Après cette vente, Huawei ne dispose plus d'aucune action et «n'est plus impliqué dans la gestion des affaires ni dans les prises de décision de la nouvelle entreprise Honor», a-t-il précisé. Huawei est dans le collimateur du gouvernement américain, qui le soupçonne d'espionnage au profit de Pékin. Le passé militaire du fondateur de l'entreprise, Ren Zhengfei, ainsi que son appartenance au parti communiste chinois, ont alimenté les soupçons sur l'influence du régime sur le groupe. Les autorités américaines ont pris des mesures pour chasser Huawei du marché aux États-Unis, pour dissuader les compagnies américaines de collaborer avec lui, et pour couper son approvisionnement mondial en semi-conducteurs et autres composants. Washington a par ailleurs multiplié

les pressions sur ses alliés pour qu'ils bannissent les équipements 5G de Huawei, arguant de risques en matière de cybersécurité. Huawei a démenti les accusations américaines. Le groupe chinois attribue l'offensive, dont il fait l'objet, à la volonté des États-Unis d'éliminer un puissant concurrent.

Extradition d'une cadre de Huawei: un policier canadien refuse de témoigner

Les avocats d'une dirigeante du géant chinois des télécoms Huawei ont révélé lundi qu'un agent de police canadien ayant participé à l'interpellation de leur cliente fin 2018 à l'aéroport de Vancouver avait refusé de témoigner devant un tribunal de cette ville. La directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, 48 ans, a participé à l'ouverture d'une nouvelle série d'audiences prévue pour durer au moins deux semaines devant la cour suprême de Vancouver.

(ATS/NXP)

Québec

Vente des autos à moteur thermique interdite en 2035

Le Québec s'est donné pour objectif d'avoir en circulation 1,5 million de véhicules électriques sur ses routes en 2030.

La vente de voitures neuves à moteur thermique deviendra interdite au Québec en 2035, a annoncé lundi le gouvernement régional. La province canadienne mise sur l'électrification des transports pour réduire ses gaz à effet de serre. C'est réaliste de viser 2035», a déclaré François Legault, premier ministre de la deuxième province la plus peuplée du Canada, en dévoilant un plan visant à réduire de 37,5% les émissions de gaz à effet de serre (GES) du Québec d'ici à 2030 par rapport à leur

niveau de 1990. Le Québec joint ainsi en Amérique du Nord les rangs de la Californie, qui s'est récemment fixé la même année pour interdire les ventes de voitures neuves à moteurs thermiques. En Europe, plusieurs pays ont annoncé des objectifs similaires pour 2025 (Norvège), 2030 (Suède et Danemark notamment) ou 2040 (France et Royaume-Uni).

1,5 million de véhicules électriques

Le Québec prévoit d'investir 6,7 milliards de dollars

canadiens (4,7 milliards de francs) dans les cinq prochaines années dans le cadre de ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Plus de la moitié de cette somme sera consacrée à l'électrification des transports, secteur responsable de 43% des émissions totales de GES de la province, riche en hydro-électricité. Le Québec s'est donné pour objectif d'avoir en circulation 1,5 million de véhicules électriques sur ses routes en 2030.

(ATS/NXP)

Vente en ligne

Amazon cible désormais la pharmacie

Le géant de la distribution en ligne Amazon élargit son champ d'action en lançant son service de pharmacie en ligne pour les États-Unis.

Après les livres, l'habillement, l'ameublement, le streaming, et les produits frais, il ne manquait plus qu'un champ d'action majeur au géant de la distribution en ligne Amazon: les médicaments. La lacune est comblée avec l'annonce mardi du lancement de son service de pharmacie en ligne pour les États-Unis, Amazon Pharmacy, qui permet de commander sur internet des médicaments sur ordonnance. «Alors que de plus en plus de gens cherchent à faire leurs courses du quotidien depuis leur domicile, la pharmacie est un ajout important et nécessaire à la boutique en ligne Amazon», a déclaré dans un communiqué Doug Herrington, responsable des services aux clients en Amérique du Nord. Cette offensive dans le secteur de la pharmacie place le colosse du commerce électronique, basé à Seattle (nord-ouest), en concurrence directe avec les géants de la pharmacie comme CVS Health Corp ou Walgreens Boots Alliance, les deux plus grandes chaînes de drugstores aux États-Unis.

Action de Jeff Bezos en hausse

«Ce service de pharmacie intégrée comble un des rares secteurs où l'offre du groupe n'était pas présente», a souligné Art Hogan, analyste pour National Securities. Cette annonce a fait plonger les titres des chaînes concurrentes à l'ouverture de la Bourse. A 17h45 GMT, CVS et Walgreens perdaient plus de 9%, tandis que Rite Aid plongeait de 16%. Les actions des distributeurs de médicaments comme Cardinal Health (-6,6%) ou McKesson (-6,5%) tanguaient également. L'action du groupe de Jeff Bezos gagnait elle 0,50%. Amazon pourrait rapidement grignoter des parts de marché en proposant, en temps de pandémie, un service évitant de faire la queue

France

Danone veut supprimer plus de 400 postes

Les baisses d'effectifs concerneront "toutes les structures d'équipes communes qui sont au-dessus des pays", a expliqué le PDG Emmanuel Faber. Pour retrouver la croissance, Danone veut en effet "redonner du pouvoir à l'échelon local", aux pays dans lesquels il opère.

Le géant agroalimentaire français Danone, dont les ventes sont malmenées par la pandémie de Covid-19, annonce lundi vouloir supprimer jusqu'à 2.000 postes dans ses sièges en France et à l'étranger afin de "simplifier" son organisation et renouer avec la crois-



dans les officines. Le groupe avait déjà fait une entrée remarquée dans la livraison de médicaments il y a deux ans quand il avait racheté le distributeur PillPack pour 753 millions de dollars. Ce site spécialisé dans la distribution de produits pharmaceutiques livre et conditionne les ordonnances aux malades chroniques nécessitant de multiples médicaments chaque jour.

Transparence

Désormais Amazon voit plus large. Il propose une nouvelle section sur son site dédiée à la pharmacie, permettant aux clients de remplir une ordonnance depuis leur ordinateur ou leur téléphone. Ils pourront y enregistrer les informations de leur assurance-santé sur un profil sécurisé et demander à leur médecin d'envoyer les ordonnances directement à Amazon Pharmacy. Alors qu'il y a une forte demande de transparence de la part des consommateurs américains vis-à-vis des prix des médicaments et que des programmes de cartes de réduction telle GoodRx commencent à faire florès, Amazon mise visiblement sur son effort d'information sur les prix pour conquérir ce marché. Les internautes pourront ainsi comparer les différences de prix en fonction de leur assurance. Ils pourront aussi voir les différentes marques de génériques existantes et les divers dosages possibles. Amazon précise qu'il ne livrera pas certains

médicaments, comme ceux à base d'opiacés.

Menace pour les pharmacies

Pour séduire les abonnés à son service Prime, le groupe va proposer la livraison gratuite des médicaments en deux jours ainsi que des rabais quand ils paieront certains médicaments sans assurance. «En lançant cette pharmacie numérique et en offrant des rabais à ses membres payants, c'est l'avancée la plus importante qu'Amazon ait jamais faite dans la vente de médicaments sur ordonnance», a noté Art Hogan, de National Securities. «C'est la première fois que les acheteurs peuvent commander directement leurs remèdes sur Amazon». Pour Craig Garthwaite, professeur à l'école de business de Northwestern University, «ce lancement d'Amazon représente une menace significative pour les officines physiques de pharmacie». «Ces comptoirs de pharmacie doivent désormais offrir plus qu'un accès aux médicaments prescrits», a ajouté cet expert. L'entrée du géant de Seattle promet de faire réagir les chaînes de drugstores traditionnelles. Il y a deux ans, lorsqu'Amazon avait fait ses premiers pas dans le secteur avec PillPack, la chaîne CVS avait cassé sa tirelire pour s'offrir l'assureur Aetna pour 69 milliards de dollars et se développer en aval vers l'assurance-santé.

(AFP/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cities-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Ce sera le moment ou jamais de prendre des initiatives audacieuses sur le plan matériel. Votre habileté en matière d'argent, doublée d'une chance insolente, vous permettra de réaliser des miracles.

Taureau Votre secteur argent sera vide d'influences planétaires. Mais cela ne veut pas dire que vous n'aurez pas l'occasion de faire de bonnes affaires. Vous allez bénéficier d'un courant de chance financière grâce au soutien de Neptune. Un conseil : jouez, réclamez les vieilles créances, etc. Ainsi, vous aurez des chances d'avoir une bonne surprise.

Gémeaux Vous devrez vous tourner vers des activités plus rentables sur le plan financier. Vous aurez de lourdes dépenses à subir et vous aurez beaucoup à faire pour améliorer votre confort domestique. Les questions d'argent vous rendront anxieux, et votre esprit sera accaparé par vos affaires.

Cancer Sous l'emprise de la planète Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos modestes économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne ou de les investir autrement. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain cette fois-ci que ce ne sera pas vous.

Lion Vénus vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sagement votre argent.

Vierge Votre équilibre financier est stable, et il va le rester cette fois. Vous n'aurez donc pas de réelles inquiétudes à vous faire. Il faudra toutefois vous méfier de l'impact d'Uranus, qui pourra vous souffler des envies d'achats onéreux et peu utiles. Attention, notamment, aux coups de cœur pour des vêtements très beaux, certes, mais dont vous pourriez parfaitement vous passer.

Balance La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

Scorpion Vos finances ne tourneront pas rond aujourd'hui. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront bientôt une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez fourmi plutôt que cigale.

Sagittaire Vos nerfs seront mis à rude épreuve, mais c'est vous qui le rechercherez délibérément ; vous prendrez des risques financiers assez importants. Mercure devrait vous aider à arriver à bon port. Cette même planète se montrera favorable aux transactions immobilières.

Capricorne Neptune formera des aspects favorables au secteur des biens matériels. Son influence sera efficace ! Gardez-vous cependant d'être trop optimiste en prenant des risques financiers excessifs.

Verseau Vénus étant en aspect favorable, tout devrait bien se passer sur le plan financier. Attention, pourtant : la déesse de l'amour, de la beauté et de l'harmonie pourrait pousser certains d'entre vous à dépenser des fortunes pour des soins esthétiques, ou à engager un décorateur pour refaire luxueusement les tapisseries du salon...

Poissons Avec Saturne en cette configuration, tous ceux qui ont dernièrement fait preuve d'imprudences en matière financière vont probablement connaître quelques difficultés. Mettez de l'ordre dans vos comptes, et attendez que le Ciel se dégage sans commettre d'autres folies.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

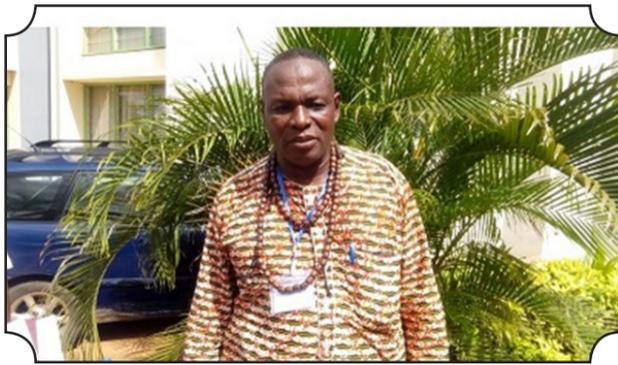
Siège : Agoé route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Syndicat des conducteurs

El-Hadj Taffa, nouveau patron du SYNACIT

El-Hadj Taffa a été élu enfin de semaine dernière le nouveau secrétaire général du Syndicat national des conducteurs indépendants du Togo (SYNACIT).

L'assemblée générale s'est tenue à Lomé. Le thème choisi pour les travaux a été « Le monde des conducteurs routiers face au défi du Covid-19 et à la problématique de la sécurité routière en cette fin d'année ». Le clou du congrès a été l'élection d'El-hadj Taffa au poste du nouveau Secrétaire général de l'organisation syndicale. Ce dernier a été préféré par 106 électeurs sur 218 au détriment de quatre (4) autres candidats. Le nouvel élu a tenu à remercier l'Eternel, « ...le créateur qui nous a permis ce jour-ci de passer aux élections et de m'accorder la chance d'être le secrétaire général. Je suis



très content, la joie, elle est très immense pour moi ». M. Taffa promet tout faire « pour résoudre tous les problèmes du Synacit et mettre le Synacit sur de bons rails ». « Mes objectifs c'est de travailler en collaboration avec les autres syndicats frères qui sont sur

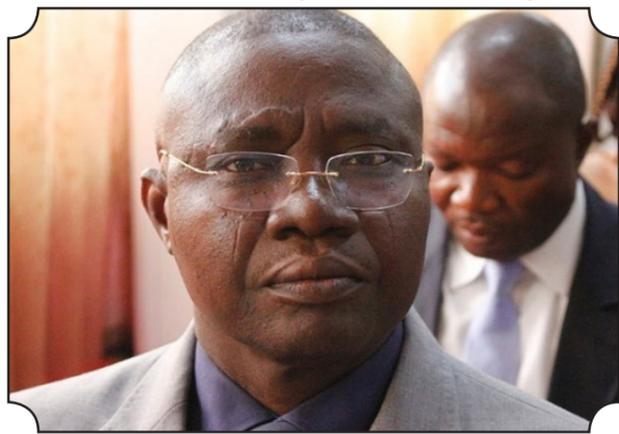
place, notamment l'USY-CORT et l'UNATROT. Je mettrai fin aux désordres. Les véhicules rentreront désormais dans leurs gares routières respectives », s'est-il enflammé après son élection.

Avec iciLome

Réparation

Le HCRRUN indemnise le Col. Hodabalo Awaté

Le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) poursuit sa mission d'indemnisation des victimes de violences à caractères politique et sociale, allant de 1958 à 2005, au Togo. La semaine dernière, l'institution de dame Awa Nana Daboya a indemnisé une quarantaine de personnalités.



L'opération d'indemnisation s'est déroulée les jeudi et vendredi derniers au siège du HCRRUN à Lomé. Il s'agit d'une réparation mémorielle à ces personnalités qui ont pour la plupart marqué la vie politique et sociale du Togo, mais qui n'ont pas été épargnées par des violences. L'une des personnalités bénéficiaires de cette réparation symbolique est le préfet d'Agoè-Nyivé, le Colonel Hodabalo Awaté. Selon ses témoignages rapportés par le confrère Togo-Presse, il aurait été agressé par des individus

malintentionnés le 27 avril 1991 à la plage de Lomé. A l'époque, il était de la garde présidentielle. Il dit avoir été tabassé par ses agresseurs. N'eut été l'intervention de ses confrères militaires, il ne serait peut-être plus de ce monde. « Le 27 avril 1991, après les festivités, dans la nuit, je devrais rendre visite à ma maman au quartier Nyékonakpoé. A l'époque, il y a eu des menaces que notre maison sera rasée, alors que c'est là où habitent ma maman et mes jeunes frères. C'est ainsi que je fis un tour pour les visiter. J'ai

constaté que sur mon chemin de retour, il y avait un véhicule qui me suivait et c'est donc par ce véhicule que j'ai été coincé au niveau de la plage et violemment agressé. J'étais plongé dans un coma. C'est grâce à l'alerte que j'ai donné plus tôt que certains militaires sont venus me conduire au CHU-Sylvanus Olympio. J'étais en tenue civile, néanmoins certains voisins me connaissaient comme faisant partie de la sécurité présidentielle. Par conséquent, il fallait en finir avec moi. Une des raisons, pourquoi eux ont boycotté les festivités du 27 avril et nous autres avons tenu à l'organiser ? (...) Aujourd'hui, nous rendons compte qu'il faut la tolérance, il faut forcément la réconciliation, afin que nous puissions avancer. Ce matin, c'est la concrétisation de cette vision du chef de l'État que de vouloir apporter une indemnisation symbolique et nous adhérons entièrement à cette démarche », a relevé Col. Awaté.

Avec iciLome

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Société

Avépozo dispose désormais d'un centre médicosocial

Les populations d'Avépozo et ses environs, dans le Golfe 6, disposent désormais d'un lieu de soins médicaux adéquats. Samedi dernier, le Centre médicosocial (CMS) de cette localité a été inauguré par le maire de la commune, Koffi Dagbovie.

Les travaux de construction de CMS ont été financés par l'ONG L'Aime et ont coûté 30 millions de francs CFA. Selon Soney Edoh, Cofondateur de Togo L'aime, le but, en construisant ce CMS, est de contribuer à l'amélioration de la couverture sanitaire dans le district autonome du Grand Lomé. Ce centre médicosocial fournira aux populations d'Avépozo des prestations en médecine générale, maternité, petite chirurgie, les services de laboratoire, de l'hygiène et assainissement, vaccination... et la pharmacie. La coupure



symbolique du ruban et le dévoilement de l'enseigne du centre ont été faits par le Maire de la Commune Golfe 6, Koffi Dagbovie, en pré-

sence de Togbui Koffi Agbétiafa, directeur préfectoral de la santé Golfe.

Avec iciLome

Juventus

Cristiano Ronaldo a fait un choix fort pour son avenir

La star portugaise n'a pas l'intention de quitter la Juventus dans les prochains mois. Le Lusitanien souhaite rester jusqu'en 2022, au minimum.



Paris Saint-Germain, retour à Manchester United, Major League Soccer... Ces dernières semaines, l'avenir de Cristiano Ronaldo a encore été au centre des débats dans beaucoup de médias européens. Mais comme dans le cas de Lionel Messi, la situation financière des grosses écuries européennes rend cependant un transfert très difficile, surtout compte tenu des énormes émoluments du Lusitanien (environ 40M€ annuels). Le

Real Madrid n'envisage ainsi par exemple pas de le rapatrier, alors que les relations avec le joueur sont toujours cordiales. « Je peux vous rassurer : l'avenir de Cristiano Ronaldo est ici, à la Juventus. Nous ne prêtons pas trop attention aux rumeurs de transferts, il y a beaucoup de nouvelles chaque jour », expliquait de son côté Fabio Paratici, directeur sportif de la Juve, ce week-end. Il veut remporter la Ligue des Champions avec la Juve

Et le principal concerné alors, qu'est-ce qu'il en pense ? Selon les informations de Tuttosport, il n'est pas pressé de quitter Turin. Il compte ainsi rester jusqu'en 2022 minimum, date de la fin de son contrat avec le champion d'Italie en titre. Une information confirmée au média transalpin par Jorge Mendes, l'agent de la star lusitanienne. L'ancienne vedette du Real Madrid a notamment pour objectif de remporter la Ligue des Champions avec la Vieille Dame. « Cristiano battra bien d'autres records avec la Juventus », a notamment lancé le super-agent à Tuttosport. Les fans turinois peuvent donc respirer, ils vont pouvoir profiter de CR7 pendant deux saisons encore. Et s'il continue à ce niveau de performance, l'hypothèse de voir la Juve lui proposer une prolongation malgré son âge avancé n'est clairement pas à exclure...

Avec footmercato.net

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance


africabourse

Arrangeur et Chef de file

 Programme d'émission de billets de trésorerie sur le marché
financier régional de l'UEMOA - GVS SA 7,00%

TRANCHE 1
MONTANT DE L'OPÉRATION
2 MILLIARDS FCFA

PRIX UNITAIRE
5 000 000 FCFA

TAUX D'INTÉRÊT
7,00%
BRUT L'AN*

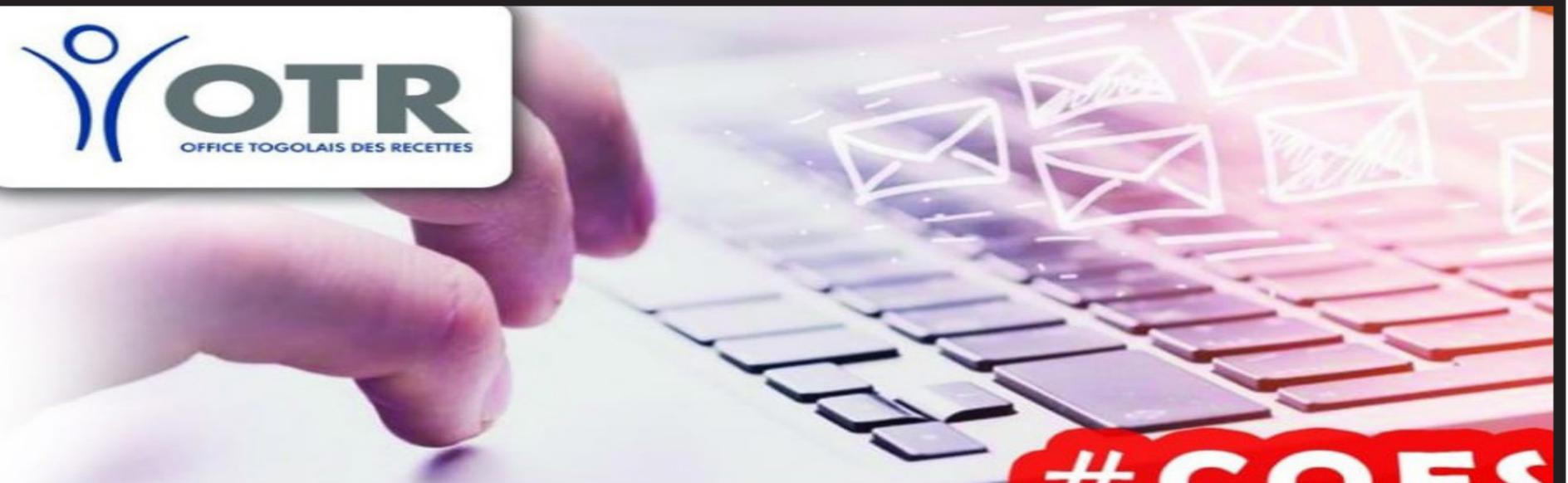
PERIODE DE SOUSCRIPTION
DU 16 NOVEMBRE AU 04 DÉCEMBRE 2020

 www.africabourse.com
 africabourse@africabourse.com

RENSEIGNEZ-VOUS DANS NOS BUREAUX DE CÔTE D'IVOIRE, DU TOGO ET DU BENIN



(+225) 77-08-07-07 / (+228) 93-03-84-18 / (+229) 60-29-73-73


#CQFS

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : www.otr.tg ou www.dadc.gouv.tg



Office Togolais des Recettes - OTR